

Déclaration faite par:

Dr. Christian Mersmann, Directeur Général du Mécanisme Mondial (MM) de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (UNCCD)

A la sixième session du Comité chargé de l'examen de la mise en oeuvre de la Convention (CRIC.6)

Point 3 (a) et (b) de l'ordre du jour provisoire: Rapport sur les activités du Mécanisme Mondial et formulation de directives à son intention, et examen des politiques, des modalités opérationnelles et des activités du Mécanisme Mondial (ICCD/CRIC(6)/4).

**3 – 14 Septembre 2007
Madrid, Espagne**

- Seule la version anglaise fait foi -

*Monsieur Le Président,
Excellences,
Distingués Délégués,
Mesdames, Messieurs,*

La Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la désertification est à la croisée des chemins. Quels choix devons-nous faire pour le futur ? La Convention constitue un des instruments internationaux majeurs pour, à travers la gestion durable des terres, combattre effectivement la pauvreté et accélérer la croissance économique. Votre décision de développer un plan stratégique décennal pour la Convention est venue à point nommé et le rapport du Groupe de Travail Intersessions et Intergouvernemental Spécial (IIWG) a posé des fondations solides pour aller de l'avant.

Afin d'améliorer les conditions des communautés en butte à la désertification, le plan stratégique décennal fournit une excellente opportunité pour:

- (i) Renouveler l'optimisme qu'un cadre politique global, exhaustif et cohérent, ainsi qu'un programme de développement renforcé en matière de gestion durable des terres conduit à des accroissements de ressources pour la gestion durable des terres, en particulier dans les pays en développement;
- (ii) Rapprocher les points de vue sur les divergences politiques et stratégiques qui ont parfois ralenti la marche de la Convention et accroître notre compréhension commune du potentiel de la CCD; et
- (iii) Proposer une réponse adéquate aux défis du développement socio-économique, y compris des défis majeurs comme ceux que pose le changement climatique.

Distingués délégués,

A cet instant précis, j'ai grand plaisir à m'adresser à la huitième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la

Désertification (UNCCD), pour introduire le rapport sur les activités menées par le Mécanisme Mondial depuis la COP.7 et échanger avec vous sur les voies et moyens d'aller de l'avant.

Permettez moi de saisir cette opportunité pour remercier notre hôte, le Gouvernement du Royaume d'Espagne, pour sa généreuse hospitalité et les facilités offertes ici à Madrid. Cette atmosphère conviviale, j'en suis sûr, nous aidera à atteindre des résultats probants qui feront avancer la Convention.

Je voudrais également saisir cette opportunité pour exprimer ma sincère appréciation au Secrétariat de la CCD pour l'énorme tâche de préparation de la présente COP et rappeler la coopération empreinte d'amitié entre nous. Que Gregoire de Kalbermatten qui est en charge de l'intérim de la gestion du Secrétariat reçoive ici notre profonde appréciation pour le travail accompli. C'est le lieu pour l'équipe du MM de remercier le Secrétaire Exécutif sortant, Son Excellence, l'Ambassadeur Hama Arba Diallo, pour sa contribution inestimable et ses efforts infatigables en faveur de la Convention. Nous lui souhaitons plein succès dans ses engagements futurs au Burkina Faso. Le Mécanisme Mondial se félicite de la Nomination par le Secrétaire Général des Nations Unies de Mr Jean Luc Gnacadja et attend avec impatience de travailler avec lui.

Je voudrais également vous remercier, distingués délégués, pour votre collaboration avec le Mécanisme Mondial durant le biennium dans le domaine de la mobilisation des ressources et vous dire combien l'équipe du Mécanisme Mondial souhaite poursuivre cette coopération.

Introduction au Rapport

Distingués Délégués,

Permettez-moi de demander maintenant votre attention sur le rapport du Mécanisme Mondial contenu dans le document ICCD/CRIC(6)/4. Ce rapport vous fournit une vue générale des progrès accomplis par le MM durant le biennium 2006 – 2007. Ce document sert également de base pour un examen détaillé des Politiques, des Modalités Opérationnelles et des Activités du Mécanisme Mondial demandé par la décision 5/COP.6. Au sujet de cet examen, il est important de souligner qu'une analyse complémentaire du travail du MM a été faite par le Groupe de Travail Intersessions et Intergouvernemental Spécial (IIWG).

Pleinement en phase avec le mandat du MM tel que défini dans l'article 21 de la Convention, la Stratégie Consolidée et l'Approche Renforcée (SCAR) approuvée par la Conférence des Parties à sa septième session à Nairobi au Kenya en Octobre 2005, met en exergue l'approche du MM en matière de mobilisation de ressources. A plusieurs occasions nous avons échangé sur comment les évolutions et changements dans le financement du développement au niveau international, en particulier à la suite de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et l'harmonisation des donateurs, interpelle le MM pour qu'il assiste les pays en développement à évoluer dans ce complexe paysage des politiques, modalités, instruments et procédures de financement.

Accroître les financements pour la gestion durable des terres requiert une approche exhaustive, coordonnée et intégrée de mobilisation des ressources. Les approches

programmatisques pour aborder les problèmes de gestion durable des terres nécessitent une combinaison de ressources publiques et privées, y compris les ressources propres des pays, les ressources de l'aide publique au développement, et des sources de financement nouvelles et novatrices. Les sources de financement nouvelles et novatrices sont d'une importance capitale et c'est pourquoi le MM a mis en place des programmes stratégiques qui comprennent : Economies et Instruments de financement ; Changement Climatique et paiement pour les services environnementaux ; Accès aux Marchés et Commerce ; Renforcement des organisations de la société civile ; Forêts. Ces programmes stratégiques sont des moyens pour soutenir la mobilisation de ressources nouvelles, notamment dans des secteurs qui, jusqu'ici, ont été peu pris en compte dans la mise en œuvre de la CCD.

Le MM travaille en partenariat étroit avec les gouvernements et les partenaires au développement, avec pour objectif de faire de la gestion durable des terres, une des priorités de développement des gouvernements des Pays Affectés Partie en Développement. Les succès enregistrés dans nos différents partenariats sont le résultat d'une intégration effective de la Convention dans les cadres programmatisques de développement des pays, notamment les Stratégies de Réduction de la Pauvreté et autres Plans de Développement Economique et Social.

Distingués Délégués,

Les résultats obtenus

Dans le rapport du MM, vous trouverez des détails sur nos résultats dans différents pays et régions. Je voudrais attirer votre attention sur notre nouveau Site Web et nos produits régulièrement mis à jour par courrier électronique, ainsi que sur une série de publications qui sont disponibles dans notre Stand ici à la COP.8. Je voudrais maintenant vous faire part de quelques résultats concrets et illustrer certaines activités planifiées.

Le travail du MM en matière de mise en place de cadre partenarial et de mainstreaming fait partie de la stratégie pays qui conduit à la mise en place de cadres d'investissements pour la gestion durable des terres (GDT). En Ethiopie, le travail réalisé doit conduire à la mobilisation de près de USD 250 millions dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté, et les importants accroissements dans le secteur agricole sont une claire indication de la priorité accordée par le gouvernement au développement rural. Au Burkina Faso, le MM est en train de renforcer son assistance au gouvernement, en mettant l'accent sur la mise en place d'un cadre d'investissement pour la GDT, et cela fait suite à notre coopération qui avait permis la prise en compte du Programme d' Action National de lutte contre la désertification (PAN_LCD) dans le cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et partant, une allocation de près de 175 millions au Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour la période 2004-2006. Notre coopération en Tunisie sur l'intégration des plans d'actions locaux dans le 11^e Plan National de Développement et dans les ressources affectées à l'exécution de ce plan, sert de modèle pour renforcer des processus similaires dans d'autres pays, notamment dans le cadre de la coopération Sud Sud.

Au Liban, sous le leadership du gouvernement, le MM et le PNUD ont soutenu le développement d'une stratégie de financement intégrée qui identifie diverses formes de financements pour la mise en œuvre du Programme d' Action National de lutte

contre la désertification. Ce travail est appelé à renforcer le concept de « stratégies de financement intégré » qui pourra alors être appliqué à d'autres pays, comme c'est déjà le cas dans des pays comme le Honduras et le Guatemala pour ne citer que ces deux.

L'expérience du GM dans l'harmonisation des politiques publiques au Mexique – un processus qui a conduit à l'élaboration d'une loi fédérale sur le développement rural durable – est actuellement utilisée dans le travail de soutien que le MM apporte au Gouvernement de l'Équateur dans l'intégration des principes de GDT dans la stratégie de développement rural. Ce travail viendra compléter les actions du MM en Amérique Centrale et en Amérique du Sud sur l'accroissement des ressources à travers l'établissement de cadres favorables et d'un environnement porteur.

Le MM fait preuve de flexibilité dans son soutien aux pays, comme le montre cette variété d'exemples. Le MM répond aux demandes en définissant des points d'entrée avec les gouvernements et les acteurs impliqués dans la Gestion des terres. Un total de 33 pays dont la liste figure en page 15 de notre rapport¹, ont été soutenus ou sont soutenus et il est prévu une extension de cette liste dans la période à venir. Notre événement parallèle d'hier vous a sûrement éclairé sur notre stratégie d'engagement pays.

Distingués Délégués,

Le MM est une petite institution. Nous ne pouvons pas répondre favorablement à toutes les demandes de soutien que les pays adressent au MM. Aussi, les niveaux sous-régional et régional sont d'une grande importance pour induire des changements au niveau des pays à travers les échanges d'expérience, le renforcement des capacités et la promotion d'une compréhension partagée et mutuelle des différents instruments et approches de mobilisation des ressources. C'est l'apprentissage à partir des cas de succès.

Vous êtes déjà familier avec un excellent exemple de cette approche: l'Initiative « Gestion des Terres » des Pays d'Asie Centrale – CACILM. Encore une fois, nos approches de coopération avec les structures sous régionales varient beaucoup et vous pouvez en savoir plus en consultant les approches et les arrangements institutionnels utilisés en Asie du Sud Est, au Moyen Orient, dans la Corne de l'Afrique, en Afrique Australe, en Afrique Centrale, dans les Caraïbes et en Amérique Centrale, ainsi que notre future coopération avec la Région du Pacifique. Le MM se doit d'utiliser les opportunités qui existent de manière flexible et à moindres coûts. Chaque fois que cela est possible, nous utilisons les processus existants ou en cours comme c'est le cas en Afrique Centrale avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), et mettre en place des cadres de partenariat avec des institutions – cas avec la FAO et le CATIE en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Cependant, nous n'institutionnalisons pas notre coopération avec les régions et sous régions, et notre approche est strictement basée sur des engagements limités dans le temps et en volume financier. En Asie du Sud Est, le MM est pleinement impliqué dans le processus PASR.

¹ Algérie, Argentine, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, République Démocratique du Congo, Equateur, Erythrée, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Honduras, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizstan, Liban, Madagascar, Mali, Mexique, Maroc, Mozambique, Niger, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Afrique du Sud, Swaziland, Syrie, Togo, Tunisie et Ouganda

Un autre aspect de notre travail au niveau sous régional concerne la coopération Sud –Sud qui, elle-même, s’appuie sur le travail au niveau pays. SolArid, le programme de coopération Sud-Sud du MM met en relation dans le cadre d’une plateforme de gestion et de partage des connaissances, les pays Sahariens et Sahéliens ayant le français en partage. La participation de toute institution intéressée par cette expérience est la bienvenue. Dans le contexte de la coopération Sud-Sud, je voudrais aussi mentionner notre travail en cours avec le Brésil et les pays africains lusophones pour développer un programme de gestion et d’échange des connaissances. Ce travail est réalisé avec le soutien du Portugal et en coopération étroite avec la FAO.

Distingués Délégués,

Notre partenariat étroit avec TerrAfrica se renforce de jour en jour. Le MM travaille avec les agences partenaires de TerrAfrica au Burkina Faso, au Mali, en Ethiopie, au Ghana et en Ouganda. Il est important de rappeler que TerrAfrica n’est ni un programme, ni un fonds. TerrAfrica est une plateforme régionale pour engager les principaux partenaires dans l’accroissement des ressources financières à travers le développement d’instruments et d’approches programmatiques communs au niveau national. Le MM considère TerrAfrica comme l’une des plus prometteuses initiatives pour la mise en œuvre de la Convention.

Dans ce contexte, je voudrais attirer votre attention sur le fait que le Programme d’Investissement Stratégique du Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) est une importante locomotive pour la mobilisation des co-financements. Le MM collabore étroitement avec le Secrétariat du FEM sur des approches programmatiques tout en ne participant pas à la gestion du Programme d’Investissement Stratégique. Le MM a pleinement participé à la session spéciale de la Conférence Ministérielle Africaine sur l’Environnement (CMAE), organisée au Burkina Faso en Avril de cette année pour discuter du Programme d’Investissement Stratégique et adopter une déclaration ministérielle y relative.

Distingués Délégués,

Le MM tire profit des capacités et des connaissances de la plupart des institutions qui sont membres de son Comité de Facilitation. De plus, le MM a conclu des accords avec un nombre d’institutions spécialisées dans le domaine des finances. Ainsi, le MM est en train de développer des méthodologies et des outils pour faciliter la participation de la société civile dans les processus nationaux. Ceci est une dimension importante du travail du MM, dans la mesure où toute stratégie nationale qui vise à engager le dialogue politique et à élaborer des programmes pertinents de GDT nécessite une pleine implication et responsabilisation des organisations de la société civile.

Gestion des connaissances et communication

Le plaidoyer, la communication et la gestion des connaissances sont les piliers du mandat du MM. Le MM a contribué de façon significative à l’Année Internationale des Déserts et de la Désertification (AIDD) et une réalisation remarquable a été l’émission de la BBC : «Villages de la ligne de front », cofinancée par le MM et

produite en collaboration avec le FIDA et d'autres partenaires. Si Vous n'avez pas eu l'occasion de voir cette série, vous pouvez la visionner dans notre stand.

D'une manière tangible l'équipe de communication du MM nouvellement mise en place a entrepris de rehausser de façon efficace l'image et la visibilité du MM, ce qui permet la reconnaissance plus facile de nos réalisations et services par tous nos partenaires. A travers des fora et lettres électroniques et des publications, le MM dissémine des informations aux Parties et organes de la CCD en guise de soutien au développement de leurs propres stratégies de mobilisation de ressources.

Un des avantages institutionnels du MM est le travail qu'il réalise dans la collecte et la diffusion des informations dignes de foi sur les sources de financement, les politiques, les programmes et les projets qui adressent la dégradation de terre et ceci grâce à son outil de recherche d'information appelé FIELD. Cette importante base de données est employée pour produire des analyses financières pour les gouvernements et les partenaires au développement sur les opportunités financières et les coûts et bénéfices sur les investissements liés à la gestion durable des terres et d'autres activités se rapportant à la mise en œuvre de la CCD en vue d'engendrer une plus grande efficacité de l'utilisation des ressources financières conformément au mandat du MM.

Les appuis du MM, surtout au niveau pays, revêtent une dimension supplémentaire : les pays Parties doivent avoir les compétences nécessaires pour pouvoir accéder aux financements disponibles pour la mise en œuvre de la CCD. Le transfert des connaissances et les échanges d'informations sont donc un outil primordial pour parvenir à un accroissement des financements destinés à la mise en œuvre de la CCD. Le GM a donc lancé à cet égard et à titre pilote en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord, une initiative intitulée « Conception des stratégies de financement intégrées (CSFI) ». A ce jour 8 pays ont participé à cette initiative et 14 pays au total auront développé leur programme au plus tard en début de l'année prochaine. Des initiatives similaires seront lancées dans d'autres sous régions. Les participants à ce programme pilote ont reconnu que travailler ensemble pour concevoir une stratégie de financement élargit les horizons et renforce les capacités de manière durable. Je voudrais vous encourager à discuter cette initiative avec vos collègues d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord.

Distingués Délégués,

Les réalisations présentées ici ont été possibles grâce aux contributions volontaires et généreuses de donateurs, auxquels le MM voudrait exprimer sa sincère gratitude. Sans leur confiance renouvelée en notre stratégie et la confiance en nos modalités opératoires et à notre expertise, les succès du MM seraient bien moindres. La liste des donateurs qui soutiennent actuellement notre travail peut être trouvée dans notre document de budget soumis aux présentes assises ; toutefois, permettez-moi de saluer et de remercier tout particulièrement un des nouveaux donateurs du MM ; l'hôte de notre conférence, le gouvernement de l'Espagne.

En dépit des réalisations décrites précédemment, le GM est bien conscient de la nécessité d'étendre la fourniture de ses services et produits à tous les Pays affectés Partie en développement afin de les aider à remplir leurs obligations vis-à-vis de la CCD.

Distingués Délégués,

Quelles sont les perspectives d'avenir ?

Ce point boucle le cercle et me ramène au début mon intervention et au Plan stratégique décennal proposé par le Groupe de travail Inter-sessions et Intergouvernemental Spécial (IIWG). Le MM accueille très favorablement les recommandations de la stratégie et se tient prêt à aligner ses politiques et stratégies opérationnelles si besoin en est pour assurer une mise en œuvre intégrale des mesures proposées. Toutefois, je me réjouis beaucoup du fait que d'ores et déjà, l'approche du MM est dans une très large mesure en harmonie avec les orientations de la stratégie. En conséquence, notre système de gestion basé sur les résultats et le cadre logique sont bien en conformité avec le cadre de mise en œuvre de la stratégie décennale proposée.

Maintenant jetons un coup d'oeil sur les leçons apprises par le MM et sur les objectifs stratégiques et opérationnels de la stratégie décennal proposée pour la CCD. Ces leçons illustrent les défis à plusieurs facettes de la mobilisation de ressource, le fait que les choses prennent du temps et que l'appel pour l'action exige du travail harassant pour mettre les bonnes choses au bon endroit, et au bon moment.

(i) D'abord, les expériences du MM confirment que l'intégration de la CCD dans les politiques prioritaires et la création du partenariat constituent des processus indispensables et des préalables dans la mobilisation des financements. L'appropriation par le pays et son effectif leadership dans ces processus, particulièrement par le ministère des finances, sont essentielles pour le succès étant donné le nouveau contexte du financement de développement. Si vous prenez l'objectif opérationnel 2 de la stratégie décennal sur les "cadres politiques", vous trouverez une claire référence à la nécessité de poursuivre ces activités importantes.

(ii) En second lieu, il est nécessaire d'adopter une stratégie de financement intégrée, qui fournit un plan d'action structuré pour mobiliser diverses sources de financement et aborder les priorités nationales dans le contexte de la programmation globale du développement. L'objectif opérationnel 4 sur le «financement et le transfert de technologie» et ses résultats font clairement référence à la nécessité d'aborder la mobilisation des ressources d'une manière stratégique et encourage le MM sous « Mise en œuvre du cadre stratégique » à contribuer à l'accomplissement de cet objectif.

(iii) Troisièmement, la mise en œuvre de la convention doit adopter une plus large approche, ce qui pourrait se faire dans les sessions du CRIC et de laCOP à travers un débat sur la politique et la stratégie afin de soutenir les efforts des gouvernements et des organes subsidiaires de la convention, y compris le GM. Influencer les priorités nationales et la programmation du développement peut se faire à travers vos discussions et cela contribuera à rendre effectifs et efficaces les services offerts par le MM. Les objectifs stratégiques 1 et 3 de la stratégie souligne clairement cet appel pour un regard nouveau sur le rôle de la convention dans le contexte du développement durable.

(iv) Quatrièmement, il existe de réelles possibilités de mobiliser des financements pour financer la CCD à partir de sources novatrices. Les financements à travers les changements climatiques en sont un bel exemple, au moment où beaucoup de pays qui ont besoin de ressources additionnelles doivent encore établir les cadres nécessaires. Cependant, nous avons besoin de l'appui de l'UNCCD dans ses efforts pour accroître la coordination des politiques et stratégies avec les autres accords multilatéraux sur l'environnement ainsi que les processus qui accompagnent les principaux instruments de développement des institutions de financement internationaux, l'ONU et les autres organismes. Les résultats 5.4 de l'objectif opérationnel sur « Financement et transfert de technologie », donnent au GM un mandat clair.

(v) Nous avons appris la dure leçon que parler entre nous ne conduit pas en soi à une mobilisation adéquate de ressources. Même la coopération avec d'autres secteurs doit être complétée par l'alignement étroit avec les ministères des finances. En effet trop souvent, les questions de la CCD sont exclues des processus de programmation et de budgétisation du développement, ou sont financées au minimum. Selon son cadre d'exécution, la stratégie décennale recommande clairement à cet égard la manière pour le MM d'aller de l'avant.

Distingués Délégués,

En plus de ces domaines fondamentaux de convergence entre le GM et la stratégie décennale, le MM accueille favorablement l'appel à clarifier les rôles complémentaires du MM et du GEF. Le MM a déjà évalué son travail au cours des 7 dernières années avec le secrétariat de GEF et ses agences et des domaines clairs de complémentarité sont apparus, en particulier en ce qui concerne la mobilisation de co-financiers. Les domaines focaux stratégiques présentés par le secrétariat du GEF et l'appel pressant du GEF pour des approches programmatiques incitent à une coopération accrue entre les divers programmes opérationnels du GEF. Ce qui en retour convient parfaitement à l'approche du MM pour la mise en œuvre de la CCD. Après cette COP8 et selon les décisions qui seront prises, une stratégie pour renforcer la coopération entre le MM et le GEF sera développée.

La stratégie décennale appelle également le le MM et le secrétariat d'UNCCD à développer un programme de travail biennal commun pour assister les Parties et mieux délimiter leurs rôles et responsabilités respectifs. Le MM accueille favorablement cette recommandation, en ce sens qu'elle fournit une opportunité pour renforcer sa collaboration avec le secrétariat. En outre, la stratégie décennale proposée approuve pleinement les arrangements institutionnels du MM au Fonds international pour le Développement Agricole (FIDA), le plus grand donateur du MM. Le MM ne fait aucun mystère de sa satisfaction avec cette recommandation dans la mesure où cela relève du bon sens que le GM continue d'être logé dans une institution internationale de financement consacré à la réduction de la pauvreté rurale. Le FIDA est, en fait, l'un des plus grands investisseurs dans les questions de gestion durable des terres et recherche à servir pleinement cette convention. L'évolution des relations du MM et du FIDA au cours des 9 dernières années a conduit à l'augmentation significative des financements du FIDA pour la gestion durable de terres. Cette tendance est en train de se renforcer avec les efforts actuels du FIDA pour adresser les liens entre le changement climatique et la dégradation des terres en appui aux moyens d'existence en milieu rural. Le vice-président du FIDA

reviendra sur cette question lors du segment de haut niveau de la semaine prochaine.

Distingués Délégués,

Conclusion

En conclusion, à l'avenir, quand nous regarderons en arrière les 10 années de la stratégie décennale, quelle sera notre évaluation collective? Est-ce que nous allons déplorer le fait que beaucoup n'a pas été fait pour adresser la CCD et que les ruraux pauvres sont dans une situation pire qu'ils ne l'étaient en 2007? Est-ce que nous aurons honte et nous accuserons nous mutuellement d'être responsables de la situation ? Ou bien, Distingués Délégués, serons nous fiers de nos résultats en matière de sécurité alimentaire et de protection des moyens d'existence des ruraux, en matière de croissance économique et d'élimination de la pauvreté parce que nous avons assuré une gestion durable des terres, nous sommes adaptés plus efficacement aux changements climatiques par l'utilisation durable des ressources naturelles ? Si nous sommes satisfaits de nos résultats, serons-nous plus désireux d'augmenter nos efforts collectifs et notre coopération ?

L'équipe de GM n'a pas l'ombre d'un doute quant au scénario que voudrez bien choisir.

Merci.